



PIERRE-LA POLICE/ATTATIONI EDITIONS CORNÉLIUS

Finance et développement

Mettre fin au chantage

Le FMI et la Banque mondiale sont un des vecteurs de propagation des politiques ultralibérales dans les pays en développement et en transition. Le secteur associatif français plaide pour une réforme radicale de leur fonctionnement interne et de leurs objectifs.

Pour une plate-forme des associations françaises de solidarité internationale*

L'idéologie néolibérale se trouve aujourd'hui dans la capacité d'imposer à l'ensemble de la planète un modèle unique de fonctionnement de l'économie. Elle revendique un monopole de pensée qui devient totalitaire : chaque société doit se soumettre aux exigences du marché mondial. Ce modèle s'impose avec d'autant plus de force qu'il s'appuie sur la faillite des systèmes des pays de l'Est et sur l'échec des régimes du Sud,

qui n'ont pas su donner corps aux espoirs portés par la décolonisation. Les mesures de libéralisation et de dérégulation du marché des capitaux ont permis l'émergence d'un espace financier mondial. La financiarisation de l'économie a essentiellement bénéficié aux intérêts privés que sont les fonds de pension ou les sociétés d'investissement collectif. Elle a considérablement renforcé le rôle d'autres acteurs tels la Banque des règlements internationaux ou les banques centrales.

Ce nouveau contexte pose naturellement la question du rôle des institutions financières internationales. Si le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont souvent présentés

comme le gouvernement occulte de l'économie mondiale, ces institutions jouent un rôle spécifique et sans doute limité dans le système économique capitaliste.

En fait, les institutions de Bretton Woods exercent la fonction toute particulière de service du contentieux du marché mondial en assurant le recouvrement des intérêts de la dette des mauvais payeurs. Elles se sont vu confier l'organisation des politiques économiques des pays du Sud et d'Europe centrale et orientale. Elles imposent la libéralisation des mouvements de capitaux mais aussi leurs choix en matière d'éducation, de santé, de développement scientifique et technique ou d'écologie. Le FMI et la Banque mondiale ont pour mission d'accompagner chaque pays en développe-

LIRE
REPER
PAGES 5

ment sur l'étroit chemin du libéralisme, récompensant les « méritants » et bannissant les « mauvais élèves ».

Ce monopole sur le choix des politiques économiques et sociales se double et se nourrit d'un monopole sur l'expertise et l'évaluation des opérations mises en œuvre. Les institutions de Bretton Woods sont d'autant moins portées à se remettre en question que leurs programmes et réalisations ne sont soumis à aucun audit ni bilan critique indépendant. Les études et les analyses menées par leurs experts sont devenues les références absolues en matière de développement.

Un rôle de levier. Le FMI et la Banque mondiale représentent pourtant bien peu sur le marché financier international. Le groupe Banque mondiale dispose chaque année d'environ 24 milliards de dollars de ressources destinées aux prêts. De son côté, le Fonds contrôle des liquidités d'un montant inférieur à 1,8 % des importations mondiales. Mais l'influence de ces institutions va bien au-delà de ces chiffres modestes. Leur pouvoir tient avant tout dans le chantage qu'elles sont en mesure d'exercer : les investisseurs et les banques du secteur privé ne s'engagent pas ou peu dans un pays en développement sans accord préalable des institutions de Bretton Woods. Par ce rôle de levier, elles ont entre leurs mains un quasi-monopole des financements vers le Sud. De plus, en devenant agent d'exécution du Programme des Nations unies pour le développement ou en se voyant confier le contrôle du Fonds pour l'environnement mondial, la Banque a étendu son influence à presque toutes les institutions de développement.

Depuis la crise mexicaine, le FMI aspire à devenir le régulateur du marché financier et monétaire. Les 182 pays membres ont voté fin avril 1997 une modification de ses statuts en ce sens. Il est désormais autorisé à superviser et encadrer la libéralisation des mouvements de capitaux. En a-t-il véritablement les moyens ? Rien n'est moins sûr. Les crises ont cependant démontré sa capacité à mobiliser en un temps record d'énormes capitaux et à jouer un rôle que les États, dont les caisses sont vides, ne peuvent plus assurer. Mais là encore, l'objectif du FMI est de protéger les capitaux, même spéculatifs, des risques « systémiques » par la surveillance des politiques des pays en développement. A aucun moment, il n'est question de limiter les pouvoirs exorbitants des marchés financiers et monétaires. L'enchaînement des crises asiatiques, russe puis latino-américaine a mis en évidence la profondeur de la crise du système. Les institutions de Bretton Woods, et tout particuliè-



© PIERRE LA POLICE/ATTORNI EDITIONS CORNÉLIUS

rement le FMI, se retrouvent au cœur de la tourmente. Elles persistent et signent dans leur confiance en leur politique mais le débat qui s'ouvre en leur sein, s'il commence à peine, promet d'être ravageur.

Les associations de solidarité internationale et de protection de l'environnement ont à de multiples reprises tiré la sonnette d'alarme devant l'échec des politiques économiques impulsées par les institutions de Bretton Woods. Elles ont cependant adopté des positions différentes vis-à-vis de la Banque et du FMI. Certaines associations se sont engagées dans un dialogue critique avec la Banque mondiale pour peser sur les structures et changer leurs orientations. D'autres sont en revanche convaincues que la Banque et le FMI ne sont pas réformables et réclament leur disparition. D'autres enfin dénoncent le piège de la cogestion et demandent une réforme radicale.

5 axes de réforme

- Garantir la participation et le contrôle de la société civile, au Nord et au Sud, sur les programmes du FMI et de la Banque mondiale de la conception à l'évaluation.
- Régler au niveau global (et non pays par pays) la question de la dette et le financement du développement.
- Renverser la logique des plans d'ajustement structurel : la macro-économie doit être au service des besoins sociaux.
- Mettre fin au déficit démocratique des institutions de Bretton Woods (droit de vote en fonction des apports budgétaires) et au manque de transparence.
- Régionaliser les structures du FMI et de la Banque mondiale.

Le FMI, sûr de la validité de ses dogmes libéraux, n'a que peu engagé le dialogue avec ses détracteurs. Son action, essentiellement macro-économique, est moins lisible que celle de la Banque mondiale, plus impliquée « sur le terrain » et donc davantage soumise aux pressions de l'opinion. De fait, la Banque a démontré sa capacité à intégrer dans son discours un certain nombre de critiques : nouvelle politique d'information, participation des populations, prise en compte des coûts sociaux pour les plus pauvres, coordination des bailleurs de fonds, etc. La Banque s'est également efforcée d'améliorer son image de marque et de répondre au secteur associatif en multipliant les rencontres, périodiques et institutionnalisées, avec les organisations non gouvernementales (ONG). Mais force est de constater que les ONG n'ont pas pu peser réellement sur les orientations de la Banque. Au-delà du discours, elle ne met en pratique que les engagements qui ne remettent pas en cause le fond de sa stratégie. Aujourd'hui, le FMI suit également cette voie en se présentant de plus en plus comme le champion de la lutte contre la pauvreté.

La Banque recherche en fait une caution morale et sa collaboration avec les ONG apparaît essentiellement comme une opération de relations publiques. Surtout, elle a tenté d'instrumentaliser le secteur associatif qui était seul en mesure de toucher les populations les plus pauvres. De nombreuses ONG s'interrogent aujourd'hui sur leur rôle dans la lutte contre les effets sociaux désastreux de ces programmes, rôles qui, dans une certaine mesure, « contribuent à légitimer une politique foncièrement injuste ».

Si chaque proposition nouvelle de réforme des institutions financières internationales doit faire l'objet d'une étude approfondie, les associations doivent prendre garde de ne pas s'enliser dans une discussion technique au détriment des critiques de fond. Leur stratégie ne doit pas non plus se fonder uniquement sur le soutien à tel ou tel groupe minoritaire au sein de la Banque mondiale. La condamnation du FMI et de la Banque mondiale est bien un préalable nécessaire à la recherche de nouvelles solutions. Une réforme des institutions financières internationales ne peut être qu'une réforme radicale. ■

*Contact : Association internationale de techniciens, experts et chercheurs
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 43 71 22 22
Fax : +33 (0)1 44 64 74 14
E-mail : aitec@globenet.org

Contre les pouvoirs financiers taxe Tobin et ATTAC

Les sirènes
de la mondialisation,
sont persuasives.
ATTAC aide
le citoyen à se
défendre.



Le marché des transactions financières a explosé ces dernières décennies jusqu'à atteindre 1500 milliards de dollars par an au nom du profit maximal. Les citoyens réagissent et s'organisent, notamment par le biais du mouvement ATTAC. Explication.

La Banque nationale estime que cent milliards de francs suisses passent chaque jour de main en main sur le marché des changes de notre pays, dont 7 à 8 % seulement correspondent à des règlements commerciaux. Ce marché a littéralement explosé: il plafonnait à dix milliards de dollars en 1970; on estime que ces opérations quotidiennes, en bonne partie spéculatives, atteignent aujourd'hui 1500 milliards de dollars. Les citoyens s'interrogent sérieusement, réagissent et s'organisent.

L'économie est devenue la force la plus puissante de notre époque. Elle s'exerce au-dessus des pouvoirs politiques, militaires et religieux. Elle a pour dogme la rentabilité maximale et l'intérêt des actionnaires. Les fusions aiguisent les appétits carnassiers en se moquant des pertes d'emploi et des conséquences sociales, en ignorant les véritables besoins des populations. La mondialisation du marché est au service des capitaux. De puissantes compagnies agissent sans patrie, sans contrôle démocratique, sans rendre de comptes aux instances

politiques. Le pouvoir financier menace sérieusement la primauté des Etats. Véritable „renard libre dans un poulailler libre“, il est capable de précipiter l'économie de certains pays dans le chaos.

La taxe Tobin:
au profit des pays pauvres

En 1972, le prix Nobel d'économie nord-américain James Tobin, soucieux de „jeter du sable dans les rouages de la spéculation“, lançait l'idée de prélever une taxe de 0,1% sur chaque transaction effectuée sur le marché des changes et d'affecter cette somme au développement des pays pauvres. Le montant ainsi dégagé aurait atteint cent milliards de dollars par an. L'idée fut rejetée.

La taxe Tobin, même si elle doit s'adapter aux réalités d'aujourd'hui, reste une idée forte. Tout citoyen la comprend. Elle constitue un tremplin pour une prise de conscience et pour une réforme du système monétaire international qui partirait de la

nanciers:



**Jungle de désirs,
banque est
la partie.**

base avec l'ambition de redonner sa place à l'homme dans la société. Il est anormal que tant d'ouvriers, d'employés et de cadres soient licenciés, mis au chômage, traumatisés pour satisfaire les appétits des spéculateurs.

ATTAC: les citoyens se mobilisent

Reprenant cette idée, le directeur du „Monde diplomatique“ Ignacio Ramonet l'exprimait sans ambages: „Le désarmement du pouvoir financier est un chantier majeur si l'on veut que le monde du siècle à venir ne se transforme en une jungle où les prédateurs feront la loi“. Il appelait à la création d'une organisation non gouvernementale mondiale pour revendiquer la création d'un „impôt mondial de la solidarité“. Les réactions ont conduit à la création en 1998 de l'Action pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens, ATTAC.

ATTAC: ce sigle dynamique et symbolique vise le désarmement des pouvoirs fi-

nanciers et la réforme du système monétaire international. Créé en juin 1998, le mouvement comptait déjà 7'000 membres en France six mois plus tard. Le rythme des adhésions ne faiblit pas. Le mouvement a franchi les frontières. Il a essaimé en Belgique, au Canada, en Allemagne, en Italie et en Finlande; il est en gestation dans d'autres pays. Il a suscité l'adoption par le Parlement canadien d'une motion en faveur de la taxation des transactions financières par 164 voix contre 83 et le lancement de l'initiative Halifax – du nom de l'endroit où a siégé le G8 – donnant mandat au gouvernement canadien de poser le problème de la taxe Tobin dans le cadre du G8.

ATTAC n'a pas laissé la Suisse indifférente. En Suisse romande, des groupes se sont formés; ils comptent à ce jour plus d'un millier de membres. Les autres régions du pays suivent. Le 12 mars 1999 à Lausanne, près de quatre cents personnes venues de Romandie, de Suisse alémanique, du Tessin et de Haute Savoie ont décidé de créer une structure suisse d'ATTAC. La séance

constitutive est fixée au 25 septembre prochain à Fribourg en présence de Bernard Cassen, président d'ATTAC-International. Le mouvement ambitionne d'aider nos concitoyens à mieux comprendre les mécanismes économico-financiers et à se réappropriier le pouvoir confisqué par les financiers. Non de manière diabolisante, rageuse ou populiste, mais sereinement et démocratiquement.

ATTAC Suisse: du travail en perspective

Charles-André Udry, principal promoteur d'ATTAC en Suisse, professeur d'économie à Lausanne, insiste: „ATTAC croit à l'intelligence des citoyens. On exige de tout travailleur qu'il soit compétent, qu'il suive des cours de formation permanente. Et il n'aurait pas l'intelligence suffisante pour comprendre les mécanismes économiques et financiers? Dans la sphère citoyenne, ce problème fait partie de ses devoirs civiques.“

Quels pourraient être les objectifs d'ATTAC Suisse? A l'image de ce qui s'est fait au Canada, il serait judicieux d'exiger des parlementaires de voter une taxe sur les transactions financières (idée Tobin). ATTAC pourrait se demander pourquoi les grands revenus et les capitaux importants échappent aux impôts. Et proposer d'examiner la gestion des fonds de pension, nouvelle forme de capitalisme spéculatif: où ces fonds sont-ils placés et au détriment de qui? Pourquoi ne pas assouplir le secret bancaire helvétique?

Et revoir la dette injuste de l'Afrique du Sud; notre pays n'a pas appliqué le boycott au temps de l'apartheid et a bénéficié du commerce de l'or. Remettre en cause les paradis fiscaux est un autre domaine d'action. Bref, il faudrait développer des mécanismes de solidarité au lieu d'engraisser une minorité. Le travail ne manquera pas pour ATTAC. Son combat vise ni plus ni moins la réorganisation de la société de manière plus respectueuse pour que tous puissent mieux vivre ensemble. Il mérite notre appui.

PAUL JUBIN